



Déclaration de l'inter-coalition relative au dialogue politique inter-guinéen

L'inter-coalition constituée par l'ANAD, le FNDC politique, le RPG-AEC et Alliés et le Front des Forces Politiques FFP tient à informer l'opinion nationale et la communauté internationale qu'elle ne se sent pas concernée ni liée par les conclusions et les recommandations du dialogue qui vient de clôturer ses travaux à Conakry le 21 décembre dernier.

Comme l'avait prédit l'inter-coalition, ce dialogue n'a été en réalité qu'un séminaire d'explication et de validation des décisions unilatéralement prises par le CNRD, comme ce fut le cas lors des concertations et des assises organisées auparavant par le gouvernement de la Transition.

D'ailleurs le sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement, tenu le 4 décembre 2022 à Abuja, mesurant l'étroitesse de la base politique et sociale des participants à ce dialogue, les plus représentatifs étant exclus, avait demandé « instamment aux autorités guinéennes de tenir un (vrai) dialogue national incluant l'ensemble des acteurs politiques sans exception, et de garantir la sécurité et la liberté de tous les participants » : A cet effet, ils se sont dits disposés à accueillir et faciliter ce dialogue dans leurs pays, si nécessaire.

Force est de constater que la junte et son gouvernement ont méprisé la directive de l'instance suprême de la CEDEAO puisqu'ils ont continué à dérouler le programme des assises, sans coup férir. Il faut craindre, en le déplorant, que cette politique de l'autruche et de défi ne fragilise encore davantage les relations de notre pays avec la CEDEAO, et, par voie de conséquence, avec la communauté internationale.

En tout état de cause, l'inter coalition réitère sa disponibilité à participer activement et de façon responsable au dialogue politique inclusif et conformément à la directive de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO et ce, pour définir de manière consensuelle et indépendante les conditions d'un retour diligent et démocratique à l'ordre constitutionnel dans notre pays.

Conakry, le 30 décembre 2022

L'INTER-COALITION